



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°68 - Semaine N°6

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

95% de la production d'électricité
nordique était décarbonée en 2023

Source : [Lowcarbonpower](https://www.lowcarbonpower.com/)

Pays nordiques

Airbus, SAS, Vattenfall, Swedavia et Avinor signent un accord pour développer un « hub hydrogène » pour les aéroports suédois et norvégiens. Dans le cadre de la visite

d'Etat du Président de la République en Suède les 30 et 31 janvier, les PDG de ces cinq acteurs de la filière aéronautique (constructeur, compagnie aérienne, énergéticien, propriétaires et exploitants des aéroports suédois et norvégiens) ont signé un accord pour lancer une étude de faisabilité concernant l'installation d'infrastructures hydrogènes dans les aéroports suédois et norvégiens. Cette étude doit permettre de mieux apprécier les besoins liés au développement des avions à hydrogène, notamment en termes d'infrastructures, de ravitaillement dans les aéroports et de cadre réglementaire mais également d'identification des premiers aéroports qui accueilleront ce type d'infrastructures. Les partenaires ont insisté sur leur volonté de participer à la décarbonation du secteur aéronautique et l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Guillaume Faury, PDG d'Airbus, a déclaré que cette

démarche s'inscrivait dans le cadre d'une « stratégie visant à développer des écosystèmes aéronautiques à hydrogène dans les régions du monde les mieux adaptées ». En 2020, Airbus avait dévoilé son projet ZEROe avec l'ambition de commercialiser le premier avion à hydrogène d'ici 2035.

SAS souhaite prolonger la procédure judiciaire au titre du code des faillites américain. Pour

pouvoir continuer à opérer, la compagnie aérienne scandinave a demandé le prolongement jusqu'en juin 2024 de la procédure judiciaire au titre du « Chapter 11 » du code américain des faillites. Cela correspond à une période totale de deux ans, à l'issue de laquelle les parts de l'entreprise actuelle auront perdu toute valeur. Par ailleurs, à la suite d'un mois de décembre traditionnellement difficile pour les compagnies aériennes, SAS a enregistré une nouvelle perte de 196 M SEK (17,2M€) cette année. Impactée par la pandémie, SAS doit encore faire face aux conséquences d'une dette de 22 à 24 Mds SEK (1,93 à 2,1 Mds €).

Danemark

Les dépôts des Danois atteignent des niveaux records.

En 2023, le total des dépôts sur les comptes bancaires des Danois s'établit à 1 160 Mds DKK (156 Mds€), soit 69 Mds DKK (9Mds€) de plus qu'en 2022. L'année 2023 marque le record de la plus forte augmentation jamais enregistrée dans les statistiques de la Banque nationale danoise depuis 2003. Cette augmentation historique se produit alors même que les Danois ont dû faire face à une forte inflation. Elle peut s'expliquer par le fait que l'emploi a atteint un niveau record, tandis que les salaires augmentent à nouveau plus vite que les prix. Un autre facteur explicatif est le retour à des taux d'intérêt positifs.

Projet de réforme en faveur des personnes âgées.

Le gouvernement prévoit d'allouer 326 M DKK (43,7 M€) en 2024 pour améliorer rapidement la qualité de soins pour les seniors. Ce montant sera augmenté chaque année jusqu'à atteindre 1 Md DKK (134 M€) par an à partir de 2027 et sera reversé aux 98 communes. Ces fonds proviennent de la marge de manœuvre financière et des réserves allouées aux personnes âgées dans le budget 2024. Le projet est axé sur une plus grande liberté de choix pour les seniors et plus de responsabilité pour les communes. Il envisage également la fusion au niveau communal des différentes inspections liées au cadre de soin des personnes âgées et la création de nouvelles maisons de retraite, lesquelles appartiennent et sont gérées par les communes. Le plan 2030 du gouvernement danois prévoyait 19 Mds DKK (2,5 Mds €) en prestations sociales pour les enfants et les seniors.

L'entreprise Ørsted annule 2 contrats de parcs éoliens en mer aux Etats-Unis (Maryland).

Les contrats signés il y a plusieurs années devaient produire ensemble 966 MW. Aujourd'hui, les défis liés à la chaîne d'approvisionnement, la hausse des prix des composants et les taux d'intérêt élevés, rendent la construction de parcs éoliens en mer nettement plus coûteuse. Par ailleurs, le prix de vente de l'électricité, fixé dans les

contrats initiaux, ne correspond plus à l'augmentation des coûts de développement des projets. L'entreprise a déjà perdu des milliards de couronnes. Le géant danois de l'éolien avait également annoncé l'arrêt de deux projets d'éoliennes offshore dans le New Jersey en novembre 2023. Ørsted a ainsi présenté un nouveau plan stratégique avec des ambitions de croissance révisées pour 2030. L'entreprise a désormais pour objectif de construire 35 à 38 GW d'énergie renouvelable d'ici à 2030, contre 50 GW initialement prévus. Ørsted prévoit d'investir 270 Mds DKK (36,2 Mds€) dans l'énergie verte à l'horizon 2030. Il s'agit d'une révision à la baisse très significative par rapport au plan d'investissement de 475 Mds DKK (63,5 Mds€) présenté en juin de l'année dernière.

Tripadvisor désigne Copenhague comme la destination touristique la plus verte au monde.

La ville est reconnue pour son développement durable, sa propreté, ses transports verts (vélos, trains) et l'ensemble des efforts réalisés pour faire de Copenhague la première ville mondiale neutre en carbone d'ici 2025. Les villes de Stockholm, Bordeaux, Helsinki et Singapour suivent dans le classement.

Finlande

Niveau record d'immigration en 2023.

La population finlandaise a légèrement dépassé la barre des 5,6 M au cours de l'année, avec un gain de 41 000 habitants par rapport à l'année précédente. La hausse est due à une immigration nette record de 58 000 personnes (72 000 immigrants et 13 000 émigrants). Le nombre d'immigrants a augmenté de près de 22 000 par rapport à 2022, dont une hausse de 18 000 pour les seuls immigrants ukrainiens. La croissance naturelle de la population a été négative, avec 61 000 décès pour 43 000 naissances, soit un solde de -18 000. Le taux de fertilité a continué de diminuer à 1,26 % contre 1,32 % en 2022 (ce qui représentait déjà son plus bas niveau historique).

La Finlande connaît l'une des plus grandes grèves de son histoire.

Le conflit social entre les syndicats et le gouvernement a franchi une nouvelle étape avec une grève de 3 jours, du 31 janvier au 2 février. Elle a rassemblé plus de 300 000 travailleurs et réuni les trois plus grandes fédérations syndicales du pays. La grève a notamment affecté le secteur des transports; la compagnie aérienne Finnair a annulé les vols de 60 000 passagers. Jeudi 1^{er} février, près de 13 000 personnes ont manifesté sur la place du Sénat à Helsinki à l'appel des syndicats. Ils protestent contre les projets du gouvernement de Petteri Orpo (Parti de la coalition nationale, droite), notamment la réforme du modèle de négociation collective, la réduction du droit de grève et les projets de coupes dans les allocations de chômage. Certains syndicats ont déjà annoncé une nouvelle grève de trois jours entre les 14 et 16 février.

Suspension du soutien financier à l'UNRWA.

Le ministre du Commerce extérieur et du développement, Ville Tavo, a annoncé le 27 janvier la suspension du soutien de la Finlande à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). La Finlande a été le 10^e pays dans le monde et le 1^{er} nordique à prendre cette décision, suivie par l'Islande et la Suède. La Finlande et l'UNRWA sont liés par un accord

de financement de 5 M€ par an sur la période 2023-2026. La Finlande a par ailleurs un programme bilatéral de coopération pour le développement en Palestine de 7 M€ par an sur la période 2021-2024. En octobre dernier, la ministre des affaires étrangères Elina Valtonen avait lancé un audit externe sur l'utilisation des fonds finlandais, qui avait abouti à la recommandation d'introduire dans les projets l'obligation de respecter les sanctions de l'ONU et de l'UE et l'interdiction de toute incitation à la haine.

Consultation sur la prolongation de deux réacteurs nucléaires.

Le ministère de l'Economie et de l'Emploi a ouvert le 23 janvier une consultation publique de deux mois sur la prolongation de la durée de vie des deux premiers réacteurs de la centrale d'Olkiluoto, OL1 et OL2. Mises en service en 1978 et 1980 pour une durée estimée de 40 ans, les deux unités ont été prolongées en 2018 jusqu'en 2038. Le gouvernement explore une extension jusqu'en 2048 ou 2058, ainsi qu'une augmentation de la capacité thermique de chacune des unités de 2 500 MW à 2 750 MW. En 2023, la centrale d'Olkiluoto a produit près d'un tiers de l'électricité consommée en Finlande, dont 60 % pour les réacteurs OL1 et OL2 cumulés, et 40 % pour le réacteur OL3, EPR construit par le consortium Areva-Siemens et mis en service en avril 2023.

Baisse des résultats des groupes forestiers UPM et Stora Enso.

Les chiffres d'affaires des deux principaux groupes forestiers finlandais ont reculé au T4 de - 22% pour UPM et de - 24% pour Stora Enso en raison de la faiblesse de la demande. Sur l'année 2023, le chiffre d'affaires d'UPM est passé de 11,7 Mds€ à 10,4 Mds€, et celui de Stora Enso de 11,7 Mds€ à 9,4 Mds€. Le résultat d'exploitation d'UPM a été divisé par deux, à 1 Md€, et celui de Stora Enso par près de cinq, à 340 M€. Les deux groupes prévoient un rebond en 2024. UPM est plus solide grâce à sa diversification, notamment dans l'énergie, alors que Stora Enso est très sensible aux fluctuations économiques avec sa spécialisation dans la production de cartons.

Islande

La Banque Centrale d'Islande maintient son taux de base à 9,25%.

Le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale d'Islande indique que les effets de la politique monétaire restrictive sont de plus en plus visibles, l'inflation sous-jacente ayant diminué et l'activité économique ralentissant plus fortement que prévu. Cependant, il existe toujours une incertitude concernant les conclusions des négociations salariales en cours et l'épisode sismique sur la péninsule de Reykjanes.

L'inflation en glissement annuel perd un point de pourcentage au mois de janvier.

L'inflation annuelle s'est établie à + 6,7% au mois de janvier, contre + 7,7% le mois précédent. D'un mois sur l'autre, l'indice des prix à la consommation a ainsi diminué de - 0,16%, ce qui est une première depuis janvier 2020. Les soldes d'hiver sur les vêtements et les meubles ainsi que les prix des billets d'avion ont poussé l'indice vers le bas tandis que les prix de l'électricité, de l'eau chaude et du logement ont continué de faire augmenter l'indice.

L'Islande classée 19^e selon l'indice de perception de la corruption.

L'Islande n'a jamais été classée aussi bas par l'Organisation internationale pour la Transparence et obtient le pire score de la zone nordique. La privatisation d'Islandbanki, l'affaire Samherji, l'instabilité politique et le système de gestion de la pêche sont cités comme exemples ayant réduit la confiance du public dans la gouvernance du pays. L'organisation indique que près de 20 personnes ont été suspectées d'avoir versé des pots-de-vin en Islande en 2023. Le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède sont dans le top 10 des pays où la perception de la corruption est la plus faible tandis que la France est classée 20^e.

Forte augmentation des montants des appels d'offres pour les travaux publics.

Cette année, ils devraient représenter 204 Mds ISK (1,38 Md€) contre seulement 89 Mds ISK (600 M€) en 2023. Cette forte hausse cette année s'explique par le fait que plusieurs projets ne se sont pas concrétisés l'année dernière, à l'image de la centrale électrique Hvammsvirkjun de Landsvirkjun qui n'a pas obtenu les licences nécessaires pour sa construction. Les appels d'offres les plus importants cette année sont attendus de la part de Landsvirkjun (compagnie nationale d'électricité), Vegagerðin (administration des routes), Landspítali (hôpital de Reykjavik), Landsnet (transport d'électricité) et l'Association des municipalités de la capitale.

Près de 10 M de nuitées dans des hébergements touristiques en 2023.

Le nombre de nuitées dans des hébergements touristiques a augmenté de 16% en 2023 par rapport à 2022. D'après les données préliminaires de *Statistics Iceland*, le nombre de nuitées dans des hébergements touristiques étaient de 8,5 M en 2022. Les personnes de nationalité étrangère représentaient 78% des nuitées enregistrées (7,8 M de nuitées). Les hôtels et *guesthouses* ont enregistré 6,6 M de nuitées tandis que les campings / appartements / cottages en ont enregistré 3,4 M. *Statistics Iceland* estime que 1,5 M de nuitées ont été réservées sur AirBnb et environ 84 000 véhicules aménagés ont stationné en dehors des campings.

Icelandair a réalisé un bénéfice d'1,5 Md \$ en 2023.

Pour la première fois en 6 ans, la compagnie aérienne a réalisé des bénéfices. En 2023, le nombre de passagers transportés par la compagnie a atteint 4,3 M (+17% par rapport à 2022) et le taux de remplissage des avions s'est élevé à 81,5%. Le PDG d'Icelandair, Bogi Nils Bogason, indique que les perspectives pour l'année 2024 sont encore meilleures et que le programme de vol de la compagnie augmentera de +11% en 2024 par rapport à 2023 grâce à 57 destinations servies, dont trois nouvelles (Pittsburgh, Halifax et Vágar dans les îles Féroé).

Norvège

Les taux directeurs de la Banque de Norvège inchangés à 4,5%.

La gouverneure de la banque centrale, Ida Wolden Bache, a annoncé le 25 janvier que les taux directeurs de la *Norges Bank* sont maintenus inchangés. La gouverneure estime que le taux de facilité de dépôt, dont la dernière hausse à 4,5% date de décembre, est désormais suffisamment élevé pour ramener l'inflation à son niveau cible dans un délai raisonnable. Dans le même temps, elle a rappelé qu'il faudrait du temps pour que les taux directeurs baissent à nouveau. La Banque de Norvège a augmenté ses taux 14 fois depuis l'automne 2021.

Conclusions d'un rapport sur le système fiscal norvégien.

Un groupe d'experts chargé par le gouvernement d'identifier les forces et les faiblesses du système fiscal norvégien vient de remettre ses conclusions. Il observe que les dépenses publiques représentent désormais plus de 60% du PIB (dix points de plus qu'en Suède et au Danemark), qu'elles sont majoritairement financées par l'impôt et les prélèvements dans le Fonds souverain norvégien mais qu'elles ne se traduisent pas par des effectifs renforcés dans les services publics de santé et d'éducation.

Résultats records du Fonds souverain en 2023.

Le rendement des placements du Fonds pétrolier a progressé de + 195 Mds€ (2 222 Mds NOK) en 2023, portant sa valeur totale à 1 450 Mds€ (15 764 Mds NOK). Du fait de la dépréciation de la couronne, ces rendements records en euros et en dollars sont plus importants encore en couronnes norvégiennes. Les rendements du Fonds ont ainsi progressé de + 16,1%, portés principalement par le secteur des technologies. Microsoft, Apple, Amazon et Meta sont les plus gros portefeuilles du fonds norvégien. Le précédent record datait de 2021 (+ 160 Mds€).

Intérêt de la Banque mondiale pour le soutien norvégien à l'Ukraine.

Anna Bjerde, Directrice générale des opérations de la Banque mondiale, s'est rendue à Oslo le 26 janvier pour rencontrer la ministre du développement international Anne Beathe Tvinning, ainsi que le directeur de l'Agence norvégienne de développement

(Norad). La visite portait sur le soutien à l'Ukraine et aux pays les plus pauvres du monde. Suite à cette visite, le gouvernement a présenté le 2 février son livre blanc sur l'aide de la Norvège à l'Ukraine. Celui-ci recense tous les pans de l'aide norvégienne (militaire, civile et humanitaire) ainsi que leur montant, dans le sillage du plan Nansen (6,6 Mds€ de soutien à Kiev sur 5 ans) adopté en février 2023 par le Parlement.

La Norvège défend son projet d'exploitation minière des fonds marins auprès de l'UE.

Le 25 janvier, la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Maria Varteressian s'est rendue à Bruxelles pour échanger avec des eurodéputés et la vice-présidence de la Commission européenne sur l'autorisation donnée par la Norvège sur l'exploration et l'extraction de minéraux sous-marins. Elle s'est dite surprise par la tonalité positive des échanges sur ce sujet sensible et a remercié la Commission de sa confiance en la Norvège, nation maritime ayant l'expérience d'une gestion responsable de son plateau continental. Le Parlement européen, plus défavorable au projet, a fait voter le 7 février un moratoire marquant son inquiétude quant à l'impact sur les ressources halieutiques de cette nouvelle industrie.

Attribution de 37 champs pour l'exploitation pétrolière sur le plateau continental norvégien.

Le ministère de l'Energie propose d'ouvrir 37 nouveaux champs sur le plateau continental norvégien pour l'exploitation pétrolière, dans l'est de la mer de Barents près de la frontière maritime avec les eaux russes. D'après le ministre de l'Energie, Terje Aasland, l'accès à de nouveaux champs est une pierre angulaire de la politique gouvernementale visant à développer l'industrie. Malgré les engagements nationaux de réduction des émissions, le Premier Ministre, Jonas Gahr Støre, défend l'expansion dans la mer de Barents, en affirmant que sans les usines norvégiennes, l'Europe connaîtrait une immense crise du gaz. La date limite de dépôt des demandes est fixée au T3 2024 pour annoncer les attributions en janvier 2025.

Poursuite des bons résultats financiers pour Equinor en 2023.

L'énergéticien national Equinor a enregistré un résultat de 33 Mds€ (400 Mds NOK) en 2023, une performance rare mais inférieure à l'année historique de 2022 (70 Mds€). La baisse des prix du gaz explique ce résultat, tandis que le groupe attend une hausse des rendements de ses investissements dans les énergies renouvelables à compter de 2030.

Equinor, propriétaire unique du projet Empire Wind aux Etats-Unis.

Equinor et BP, co-initiateurs des projets éoliens Empire Wind et Beacon Wind, au large de New York, ont redéfini leurs responsabilités sur chacun de ces sites. Equinor prendra le contrôle total d'Empire Wind 1 et Empire Wind 2, tandis que BP sera en charge de Beacon Wind. Cette restructuration est un nouvel exemple des enjeux actuels de recomposition liés à la hausse des coûts auxquels font face les projets d'éolien en mer.

Premières manifestations de producteurs de lait.

Des producteurs de lait de la région de Jæren (sud de Stavanger) ont commencé à manifester pour dénoncer le modèle de subventions et de production laitière norvégien qui leur serait défavorable. Le ministre de l'Agriculture est actuellement en discussion avec Tine, coopérative en situation de quasi-monopole en Norvège, pour trouver un meilleur équilibre entre revenus des producteurs et prix sur les étals. Le journal des agriculteurs *Nationen* dresse un parallèle avec les manifestations d'agriculteurs dans d'autres pays européens, pour dénoncer la baisse de leurs revenus, la hausse des coûts de production et les contraintes environnementales dans leur secteur.

Projet de nouvelles barrières douanières sur les produits agricoles.

Sur insistance du Parti socialiste de gauche, le Ministre des affaires étrangères, Espen Barth Eide, se dit prêt à réfléchir à l'instauration de nouvelles taxes douanières sur certains produits agricoles, à l'image de la taxe sur les fromages de 2013. Assouplis progressivement depuis la fin du XXe siècle, les tarifs douaniers restent l'un des outils principaux de la défense de l'agriculture norvégienne. Le Ministre des affaires étrangères a rappelé qu'un assouplissement de l'accord EEE ferait perdre au secteur agricole son statut spécial

de secteur protégé par des barrières douanières.

Projet de création d'une taxe touristique.

L'exécutif envisage d'instaurer une taxe touristique dans les lieux les plus fréquentés de Norvège, laquelle s'appliquerait sur les nuitées, les parkings et les croisières. Le modèle d'une taxe de visite, à l'image de Venise, est aussi à l'étude. Dans les rangs de l'organisation patronale NHO, de nombreux professionnels du tourisme redoutent une désaffection des touristes étrangers et un impact sur les 180 000 emplois du secteur, déjà soumis à des coûts parmi les plus élevés d'Europe. Une concertation sera organisée par les pouvoirs publics.

La Norvège, 10^e pays bénéficiaire des fonds du programme de recherche Horizon Europe.

En 2023, la Norvège a perçu 530 M€ (6 Mds NOK) dans le cadre du programme de recherche Horizon Europe, soit 3,23% de son enveloppe totale. Elle se classe ainsi à la dixième place des pays bénéficiaires. « C'est une excellente nouvelle car la compétition est rude », a commenté le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Oddmund Hoel (Parti du centre).

Visite d'Etat en Suède les 30 et 31 janvier 2024.

Sur invitation du Roi Carl XVI Gustaf, le Président de la République Emmanuel Macron et son épouse se sont rendus en Suède. Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, la ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, ainsi qu'une délégation d'une douzaine de PDG de grandes et petites entreprises, de parlementaires- la plupart Présidents de Commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat-, de représentants des pouvoirs publics (dont les Présidents du CNES, du CNRS et l'Administrateur général du CEA) et des organisations culturelles ont également accompagné le Président. Le 30 janvier, après avoir été accueilli par le couple royal à Stockholm, Emmanuel Macron a rencontré le Président du Parlement suédois Andréas Norlén ainsi que le Premier Ministre Ulf Kristersson avec qui il a signé une nouvelle version, élargie et renforcée, du partenariat stratégique franco-suédois. Au Palais de Karlberg, le Roi, le Président et le Premier Ministre ont participé à une table ronde sur la sécurité européenne avec les ministres et les chefs d'entreprise concernés- notamment le PDG d'Airbus, Guillaume Faury, et le PDG de MBDA, Eric Beranger. Le lendemain, un Forum d'affaires s'est tenu à l'Hôtel de Ville de Stockholm. Plus de 200 PDG et dirigeants suédois et français étaient invités à débattre autour des sujets de l'accélération de la transition verte et du renforcement de la compétitivité européenne. Lors de ce Forum organisé par Business Sweden en étroite liaison avec l'ambassade de France à Stockholm et Business France, une dizaine d'accords économiques entre acteurs français et suédois ont été signés, dont deux – impliquant respectivement Airbus (avec Vattenfall, SAS, Swedavia et Avinor) et MBDA (avec Saab) - en présence de ministres suédois et français. Puis, le ministre de l'Education, Mats Persson, le directeur général de l'ESS, Pr. Helmut Schober, et le ministre des Affaires étrangères, Tobias Billström, ont reçu à Lund (Scanie) les délégations à l'*European Spallation Source* (ESS – projet d'infrastructure européenne dédiée à la recherche sur la matière par l'utilisation de faisceaux de neutrons). Elles ont ensuite été accueillies dans les locaux d'Alfa Laval où leur ont été présentées les activités de l'entreprise dans le domaine du nucléaire et de l'hydrogène. Une déclaration d'intention de coopération en recherche nucléaire civile a été signée à cette occasion par les ministres de la Recherche. En fin de

journée, le couple présidentiel a été invité à *Studentafton*, un forum de discussions sur la démocratie à l'Université de Lund.

Signature du nouveau partenariat stratégique franco-suédois.

En 2017, le Président de la République, Emmanuel Macron et le Premier Ministre suédois, Stefan Löfven, avait signé à Göteborg le premier partenariat stratégique franco-suédois pour l'innovation et les solutions vertes. Il avait été mis à jour en 2019 à Paris. La Visite d'Etat des 30 et 31 janvier 2024 a été l'occasion pour le Président de la République Emmanuel Macron et le Premier Ministre suédois Ulf Kristersson de signer le nouveau partenariat stratégique d'innovation pour des sociétés durables, numériques et résilientes. Cette nouvelle version du partenariat stratégique prévoit le renforcement de certaines thématiques de collaborations -notamment dans le domaine spatial - mais également l'élargissement à de nouvelles priorités comme le nucléaire, la foresterie et à un nouvel axe relatif aux enjeux de résilience incluant notamment des volets « défense » et « minerais stratégiques » conformément à l'Agenda de Versailles de mars 2022.

Emmanuel Macron et des PDG français et suédois plaident pour une Europe moins réglementée.

Lors du *Business Forum* du 31 janvier à Stockholm, Emmanuel Macron a appelé de ses vœux une Europe de l'industrie et de l'énergie « *plus rapide, plus audacieuse et moins réglementée* ». « *Il faut plus d'investissements, plus de marché unique et moins de réglementation* » a déclaré le Président. Il a appelé à investir plus massivement dans les secteurs critiques pour l'économie européenne : défense, espace, intelligence artificielle et technologies vertes. Les PDG participants aux tables rondes ont plaidé pour qu'en matière industrielle, l'Union européenne stimule les investissements sans « *surréglementation* » par rapport aux Etats-Unis et à la Chine.

Saab et MBDA signent un accord de coopération.

Les PDG des industriels de la défense et de l'aéronautique MBDA (France, Royaume-Uni, Italie) et Saab (Suède) ont participé au *Business Forum* du 31

janvier à Stockholm en présence des deux Chefs d'Etat français et suédois. A l'issue des débats, les deux PDG, Eric Béranger et Micael Johansson, ont signé, en présence des ministres des Armées français et suédois, MM. Les Ministres Sébastien Lecornu et Pål Jonson, des lettres d'intention de coopération dans le domaine des missiles antichars et de la défense aérienne.

Le CNES et la SNSA signent deux lettres d'intention dans le domaine spatial.

Lors du *Business Forum* du 31 janvier à Stockholm, le Président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), Philippe Baptiste, et la Directrice générale de la Swedish Space National Agency (SNSA), Anna Rathsmann, ont signé deux lettres d'intentions. La première a trait au lancement de ballons stratosphériques pour des vols transatlantiques depuis le centre spatial suédois d'Esrange. La deuxième prévoit le lancement d'un projet de surveillance des émissions de gaz à effet de serre (projet « CGI »).

Neoen annonce la construction de la plus grande batterie nordique.

Lors du *Business Forum* du 31 janvier à Stockholm, le producteur français indépendant d'énergie renouvelable Neoen a annoncé avoir lancé la construction d'Isbillen Power Reserve en collaboration avec Nidec, fournisseur de solutions de stockage d'énergie par batterie. Cette batterie lithium-ion de 94 MW / 94 MWh sera située dans le comté de Västernorrland, raccordée au réseau E.ON et mise en service au cours du premier semestre 2025. Elle fournira à l'opérateur de transport d'électricité suédois (SVK) des services de réserve primaire pour participer à l'équilibrage en temps réel entre la production et la consommation d'électricité sur le réseau et faciliter l'intégration de nouvelles centrales d'énergies renouvelables.

Nouveau partenariat Schneider Electric-EcoDataCenter.

Schneider Electric, leader mondial des solutions numériques dans le domaine de l'énergie et de l'efficacité énergétique, a conclu un nouvel accord avec EcoDataCenter, le fournisseur de *data centers* durables. Partenaires depuis 2018, les deux acteurs ont signé en marge du Business Forum cet accord qui concerne l'installation et la maintenance du projet d'expansion du *data center* « soutenable » de Falun.

Coopération Cyclife-Åkers pour recycler des pièces démantelées de centrales nucléaires.

Cyclife, filiale à 100% du groupe EDF dans le domaine du démantèlement nucléaire et la gestion des déchets radioactifs et le métallurgiste Åkers, coopèrent depuis 2018. Lors du *Business Forum* du 31 janvier à Stockholm, ils ont annoncé un partenariat de long-terme pour réutiliser des déchets nucléaires retraités.

Vinci remporte un contrat de Vattenfall pour démanteler deux centrales nucléaires.

L'énergéticien suédois a annoncé avoir choisi Nuvia, une filiale de Vinci construction, pour le démantèlement des centrales nucléaires de Ringhals 1 et 2 (Halland). Le contrat prévoit le démantèlement de plus de 300 000 tonnes de matériel sur une durée de 6 ans.

Attribution du contrat d'exploitation du métro de Stockholm: Keolis fait appel.

Connecting Stockholm AB (actionnaires britanniques et singapouriens) a remporté le contrat de 40 Mds SEK (3,5 Mds€) pour l'exploitation du métro de Stockholm à compter de mai 2025 pour les 11 prochaines années. Keolis, disqualifié, fait appel contre cette décision en soulignant que son offre numéraire était la plus attractive. Le groupe pensait pouvoir exploiter le métro pour 1,95 Md SEK par an (170M€), contre 2,1 Mds (185M€) pour Connecting Stockholm. Le tribunal administratif de première instance devra examiner le dossier et rendre une décision d'ici 6 à 12 mois. En fonction du verdict, il sera ensuite possible de saisir la cour d'appel administrative, puis la cour suprême. L'examen judiciaire pourrait prendre entre 18 et 24 mois.

Transdev exploitera la ligne régionale Östgötabanan à compter de juin 2024.

L'opérateur de transport public français vient de remporter ce contrat d'une valeur d'1 Md SEK (90M€). La ligne dessert Norrköping et Motala et transporte 4 M de passagers par an. Le contrat est d'une durée de 8 ans. Il prévoit que Transdev travaille en collaboration avec Östgötatrafiken sur le développement stratégique à long terme de l'Östgötapendel.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2020 (moyenne annuelle)	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	-2,2	6,1	2,8	0,5	-0,8	-0,3
Danemark	-2,4	6,8	2,7	0,8	-0,3	-0,1
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,1	0,4	-0,9
Norvège ¹	-1,9	3,9	3,0	0,2	-0,5	-0,5
dont PIB continental	-2,5	4,5	3,8	0,1	0	0,1
Islande	-7,2	4,5	7,2	1,3	1,6	-3,8

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

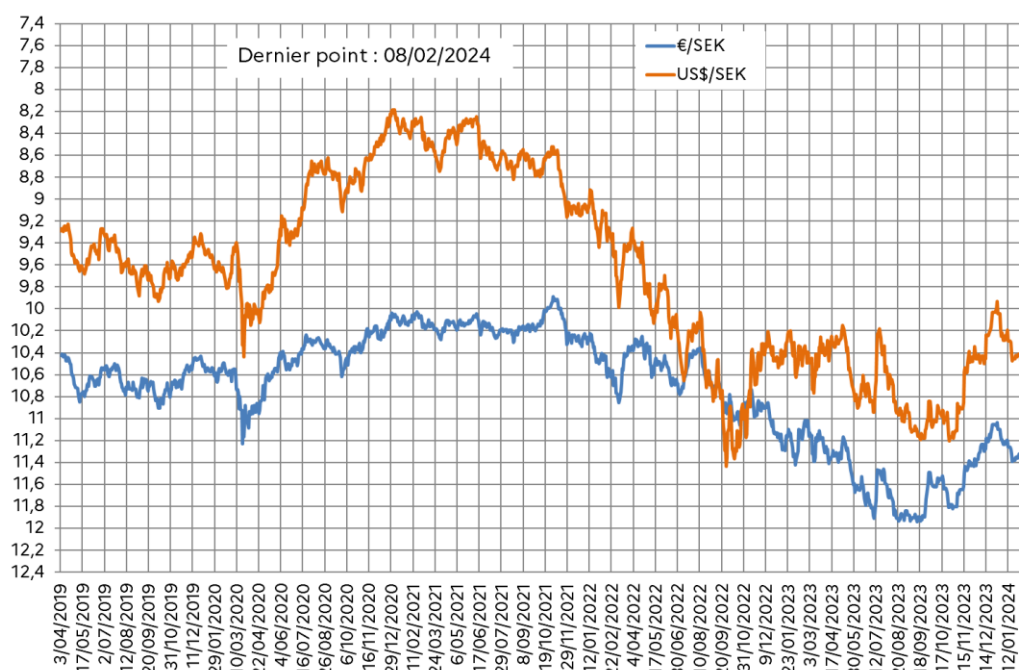
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	2021 (moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8	7,7
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6	2,1
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	7,0	5,9
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5	4,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4	7,7

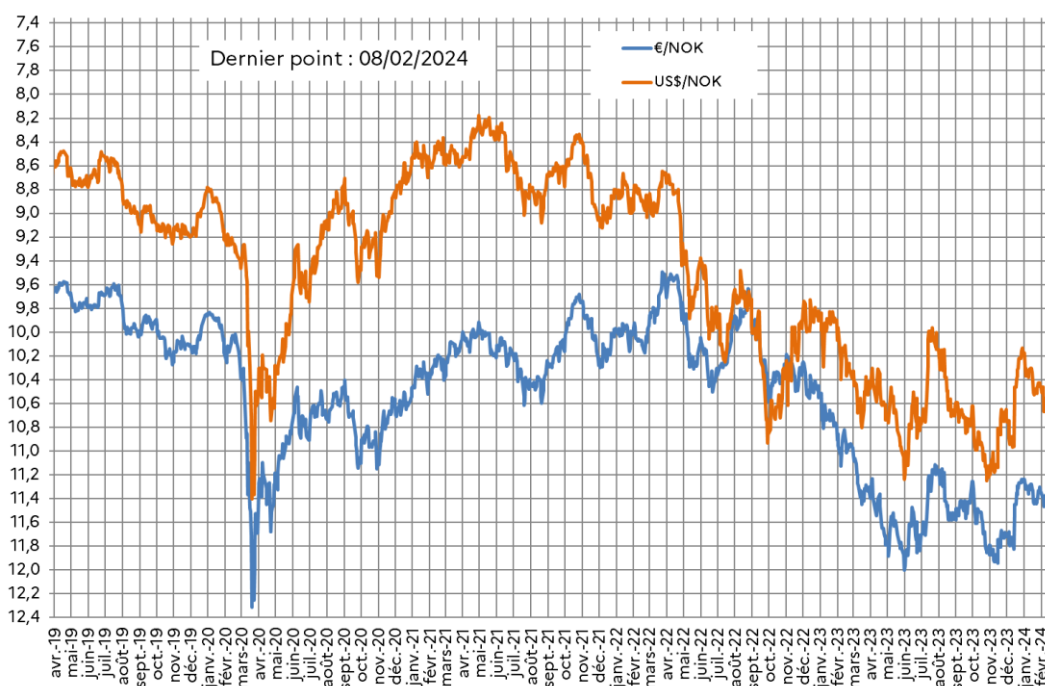
Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr